

Le tourisme rural intégré comme outil de développement local : entre bien commun, expérience et impacts au Sénégal

Aliou GAYE

*Enseignant-Chercheur en Tourisme et Patrimoine,
Université Iba Der Thiam de Thiès,
Email : aliou.gaye@univ-thies.sn ;*

Papa Elimane FAYE

*Enseignant-Chercheur en Tourisme, Territoires et Transport,
Université Iba Der Thiam de Thiès,
Email : papaelimane.faye@univ-thies.sn*

&

Iba DIAW

*Doctorant en sciences de l'Information et de la Communication,
Laboratoire MICA, Université Bordeaux Montaigne
Email : iba.diaw@etu.u-bordeaux-montaigne.fr*

Date de soumission : 15-02-2026

Date de publication : 31-03-2026

Doi : <https://dx.doi.org/10.4314/akiri.v4i2.28>

Résumé

Au début des années 1970, le gouvernement sénégalais avait initié un projet de développement d'un tourisme communautaire dans une dynamique de diversification de l'offre touristique. Intitulé « tourisme rural intégré », ce projet a été expérimenté en Basse Casamance en raison de la richesse de ses ressources patrimoniales. Cette forme de tourisme social a favorisé la création d'un type d'hébergement touristique novateur, à savoir les campements villageois, construits et gérés par les populations locales. Cinquante ans après sa naissance, cette pratique touristique peine à se développer et à se répandre à travers le monde dans un contexte de changements des modes de vie des habitants locaux. L'objectif de cet article est d'analyser ses impacts sur les sociétés réceptrices ainsi que leur environnement naturel. Il s'agit de monter les contraintes et les perspectives de son développement local. La méthodologie s'appuie sur une approche mixte combinant les recherches documentaires, les enquêtes de terrains et les observations participatives. Les résultats obtenus montrent que le tourisme rural intégré a été négativement impacté par la crise de la rébellion en Casamance. Ils permettent également de noter le manque d'organisation et de professionnalisme des acteurs sur la gestion communautaire des campements touristiques.

Mots-clés : Tourisme, Intégré, Expérience, Communautaire, Sénégal

Integrated rural tourism as a tool for local development: between common good, experience, and impacts in Senegal

Abstract

In the early 1970s, the Senegalese government initiated a project to develop community-based tourism as part of a drive to diversify the tourism offering. Entitled "integrated rural tourism", this project was tested in Basse Casamance, given its rich heritage resources. This form of social tourism encouraged the creation of an innovative type of tourist accommodation, namely village camps, built and managed by local people. Fifty years after its birth,

this tourism practice is struggling to develop and spread throughout the world, against a backdrop of changing lifestyles for local inhabitants. The aim of this article is to analyze the impact of tourism on host societies and their natural environment. The aim is to show the constraints and prospects for local development. The methodology is based on a mixed approach combining documentary research, field surveys and participatory observations. The results show that integrated rural tourism has been negatively impacted by the rebellion crisis in Casamance. They also highlight the lack of organization and professionalism among stakeholders in the community management of tourist camps.

Keywords: Tourism, Integrated, Experience, Community, Senegal

Introduction

Conformément à une politique mondialisée du développement qui s'est récemment accélérée à travers différents processus, le tourisme est marqué par une extension de son domaine d'activité et d'application. Il s'est révélé productif dès l'avènement du Grand Tour de l'aristocratie anglaise au XVIII^{ème} siècle, prémices à l'essor du tourisme de masse en passant par le tourisme culturel, l'écotourisme, le tourisme éthique, le tourisme responsable, le tourisme rural intégré, le tourisme de mémoire, le tourisme d'affaires, le tourisme de santé, le tourisme cynégétique, l'agrotourisme et le tourisme sexuel (A. Gaye, 2020 : 1).

Le tourisme est devenu l'une des plus grandes industries économiques et à plus forte croissance dans le monde. Il représente un enjeu majeur de la mondialisation et de la marchandisation des territoires, avec 1,5 milliards d'arrivées de touristes internationaux en 2019 (ONU Tourisme¹, 2020). Ce secteur est devenu une machine de production patrimoniale, favorisant ainsi la création des territoires, des labels internationaux et des identités, et l'aménagement de l'espace. Il représente une industrie regroupant l'ensemble des activités et des services connexes ou annexes à la mobilité, à l'hébergement, à la restauration et aux loisirs à l'échelle spatiale et temporelle.

En effet, Rachid Amirou (1995) estime que « le tourisme est devenu ainsi une “culture”, c'est-à-dire une série de comportements tendant à l'uniformisation ; et un univers où le stéréotype est florissant, et cela dans les deux sens de la transaction touristique. » Il le décrit comme étant la rencontre de l'Autre. Dans cette approche, notre article s'inscrit sur l'idée selon laquelle le tourisme est à la fois un fait social (R. Amirou, 1995), un phénomène spatial (MIT, 1997), un outil d'aménagement et une activité économique (G. Cazes, 1989 ; E. Fagnoni, 2013), dont les impacts sont multiples. À ce titre, les déplacements touristiques apparaissent comme un

¹ Source : <https://www.unwto.org/fr/le-tourisme-mondial-consolide-sa-croissance-en-2019>, consulté le 8 janvier 2026.

observatoire pertinent pour questionner l'évolution des peuples, les perceptions des habitants d'accueil envers les touristes et les comportements de ces derniers sur les lieux visités.

Réservées hier à quelques élites des sociétés occidentales, ces mobilités internationales concernent aujourd'hui l'ensemble des populations restées historiquement confinées dans leur espace géographique à l'écart de la mondialisation touristique. Dans cette mutation, Sacareau, Taunay et Peyvel (2015) pensent qu'« il est difficile de concevoir que ces sociétés, habituellement réceptives de touristes internationaux, soient capables de développer par elles-mêmes des pratiques touristiques, hormis une frange ultra minoritaire de privilégiés, qui ne feraient qu'imiter les pratiques des touristes occidentaux. » C'est le cas du Sénégal, est un exemple particulièrement intéressant à saisir. Ce pays présente des potentiels touristiques dans lesquels différentes formes de tourisme sont développées, s'inscrivant dans une dynamique de développement local et durable. Les pratiques touristiques permettent de conserver, protéger et valoriser les biens naturels et culturels au profit de l'ensemble des acteurs. Elles se sont adaptées aux réalités culturelles des habitants locaux et aux conditions naturelles de l'environnement.

Au début des années 1970, l'État du Sénégal avait initié un projet de développement d'un tourisme communautaire dans une dynamique de diversification de l'offre touristique qui reposait essentiellement sur le balnéaire. Ce projet dit « tourisme rural intégré », a été mise en œuvre dans le Sud-ouest du pays notamment en Basse-Casamance en raison de la richesse de ses ressources patrimoniales. Cette forme de tourisme social comparable aujourd'hui au tourisme solidaire, équitable ou encore responsable, a permis la création d'un type d'hébergement touristique novateur, à savoir les campements villageois, construits et gérés par les populations locales. « Ainsi, dans la perspective de faire du secteur du tourisme un vecteur clé de croissance économique et sociale, les pouvoirs publics ont développé une stratégie fondée sur le développement local et la lutte contre la pauvreté, la diversification des destinations et le développement de produits alternatifs » (M. Diombéra, 2023 : 1). C'est ainsi qu'ils ont choisi trois zones, à savoir la Basse Casamance, le Delta du Saloum et le pays Bassari dont les richesses culturelles et les atouts naturels favorisent la diversification de l'offre touristique et la promotion du tourisme rural intégré avec l'implantation de campements villageois communautaires.

Cependant, cinquante ans après sa naissance, le tourisme rural intégré peine à se développer et à se répandre à travers le monde même si on note quelques exemples dans certains pays (Mali, Bénin, Burkina Faso, Togo). L'article montre l'émergence en dents de scie de cette pratique touristique au Sénégal, en insistant sur la crise de la rébellion en Casamance dont la Basse

Casamance a été confrontée ainsi que le manque de promotion touristique auquel le Delta du Saloum et le pays Bassari font face. Son objectif est d'analyser les impacts de ce tourisme sur les sociétés réceptrices ainsi que leur environnement naturel.

Pourtant, malgré les principes vertueux qui ont présidé à sa mise en œuvre – implication communautaire, redistribution locale des revenus, valorisation des patrimoines et respect des équilibres socioculturels – le tourisme rural intégré semble aujourd'hui marqué par une dynamique de fragilisation, voire de déclin, dans plusieurs territoires sénégalais. Entre crises politiques, transformations sociales, concurrence du secteur privé et faiblesses institutionnelles, ce modèle peine à se maintenir et à se renouveler. Dès lors, une tension centrale traverse cette recherche : comment expliquer que le tourisme rural intégré, historiquement conçu comme un levier de développement local solidaire et durable, éprouve des difficultés structurelles à assurer sa pérennité dans un contexte de mutations sociales, politiques et économiques profondes ? À partir de cette problématique, l'article s'organise autour des questions de recherche suivantes : Le tourisme rural intégré constitue-t-il encore aujourd'hui un levier pertinent de développement local et communautaire au Sénégal ? Quelles conditions institutionnelles, organisationnelles et politiques permettent d'expliquer à la fois le déclin et les formes de résilience observées du tourisme rural intégré selon les territoires étudiés ? Le modèle communautaire du tourisme rural intégré présente-t-il des fragilités structurelles susceptibles de compromettre sa durabilité à long terme ?

Pour répondre à ces questions, l'article propose d'abord une synthèse historique du tourisme rural intégré au Sénégal, suivie d'une présentation des zones d'étude et de la méthodologie mobilisée. Il analyse ensuite les impacts et les contraintes de ce modèle touristique avant d'en discuter les limites et les perspectives d'amélioration dans un contexte de recomposition des pratiques touristiques et des modes de gouvernance locale.

1. Histoire, présentation des lieux d'étude et méthodologie de recherche

1.1. Synthèse de l'histoire du tourisme rural intégré

Au Sénégal depuis la période coloniale jusqu'aux années 1970, après l'indépendance, le tourisme repose essentiellement sur le balnéaire qui représente une part importante du tourisme international, d'où la création de stations touristiques le long des côtes atlantiques (Dakar, Saly Portudal, Saint-Louis, Cap-Skiring, Kafountine, Abéné). Il concerne les touristes qui viennent pour les loisirs, c'est-à-dire en quête de repos, de tranquillité, de soleil, de plage et parfois de désirs sexuels, déconnectés des réalités socioculturelles et économiques de l'arrière-pays. C'est face à ce constat que l'Agence de Coopération Culturelle et Technique, devenue depuis 1995

l'Agence de la Francophonie (M. Diombéra, 2023 : 1), a mis en œuvre un projet de « tourisme de découverte » en 1971 avec la collaboration de l'État du Sénégal. L'appellation du projet sera remplacée pour devenir « tourisme rural intégré » dont l'idée consiste à créer des campements villageois, construits, gérés et exploités par les habitants locaux.

Le projet a été piloté par le sociologue français, Christian Saglio (conseiller technique au département du tourisme sénégalais) et le fonctionnaire sénégalais, Adama Goudiaby (directeur du centre artisanal de Ziguinchor). Les deux hommes vont à la rencontre des populations locales de la Basse Casamance pour leur présenter le projet et les convaincre de l'intérêt de créer des campements villageois, facteurs de développement local (Ouellet, 2024 : 4). Si certains villages (Énampore, Carabane, Diembéring) étaient réticents au projet, les habitants d'Élinkine quant à eux, se montrent intéressés et seront donc les premiers à ouvrir leur campement villageois intégré en 1973 et ouvert aux touristes en 1974 (C. Saglio, 1979, 1985 ; M-A. Mané, 2001).

Le tourisme rural intégré est une pratique touristique favorisant le contact entre touristes et populations d'accueil. L'un de ses objectifs principaux est de redistribuer l'intégralité des retombées économiques générées par l'activité d'hébergement communautaire. Cette forme de tourisme social est née en Casamance dans un contexte où le Club Méditerranée a ouvert son village de vacances dans la station balnéaire de Cap-Skiring en 1972. Selon une stratégie bien établie, les voyages du Club-Med sont organisés en forfait, c'est-à-dire les touristes restent dans l'enceinte de l'établissement, profitant de la plage, de la mer et du soleil, y compris les services offerts, ignorant l'autre versant de la carte postale, à savoir les habitants locaux, les villages diola, mais aussi l'intérieur des paysages naturels.

En effet, Christian Saglio et Adama Goudiaby déplorent ces pratiques touristiques et dénoncent le fait que « les touristes restaient cantonnés dans leurs luxueux hôtels bordant la plage sans aucun contact avec l'intérieur des terres. Les rares excursions étaient toujours concentrées sur quelques villages diolas "pittoresques" qui entraînaient une lassitude croissante de la population ainsi qu'un phénomène d'acculturation latente avec une dégradation des structures sociales du village perçu comme archaïque. Les aspects culturels du riche patrimoine casamançais se limitaient à quelques danses folkloriques au bord de la piscine des hôtels touristiques grand standing du Cap-Skiring.² »

Le Club Med a mis en place un système permettant aux touristes de consommer les produits sur place sans le moindre contact avec les populations d'accueil. Même certains fruits et

² Source : <http://blog.bastina.fr/le-tourisme-rural-integre-en-casamance/>, consulté le 19 novembre 2025.

légumes sont importés de l'étranger³. Il invite les groupements de jeunes et de femmes des villages environnants à démontrer leurs danses traditionnelles, moyennant des sommes faibles (20 000 à 30 000 francs CFA⁴, soit 30,50 à 45,74 €), pour faire plaisir à leur clientèle touristique. Les populations locales⁵ déplorent souvent le manque de contact entre touristes et habitants, créant parfois des conflits lorsque les clients sortent de leur établissement pour visiter les paysages. Cette pratique touristique n'est évidemment pas adaptée aux besoins et modes de vie des sociétés réceptrices.

C'est pour cette raison que Christian Saglio et Adama Goudiaby ont eu l'initiative de développer une autre forme de tourisme, davantage fondée sur le partage et les échanges interculturels à travers la mise en place d'un nouveau type d'hébergement touristique, à savoir les campements villageois. Leur objectif était de sortir des imaginaires touristiques « cultures et paysages naturels » *versus* « bronzés à la plage et à la piscine » pour s'intéresser réellement à l'authenticité du pays et non à la bulle de soleil et en quête de jeunes garçon musclés et de belles filles (tourisme sexuel), et faire en sorte que le tourisme mette en lien voyageurs et habitants locaux tout en favorisant les échanges interculturels source de développement local.

Ainsi, de 1974 à nos jours, 20 campements villageois ont été construits dans la Basse Casamance, le Delta du Saloum et le pays Bassari.

Illustration 1 : Répartition des campements villageois au Sénégal

Zone	Commune	Campements villageois	Nombre
Basse Casamance	Ziguinchor	Dioher, Djifaghor, Énampore, Séléki	4
	Bignona	Abéné, Affiniam, Baïla, Coubalan, Coubanao, Diannah, Finthiock, Kabadio, Kafountine, Saloulou, Thioc-Essyl	11
	Oussouye	Élinkine, Niambalang, Oussouye	3
Delta du Saloum	Palmarin	Séssène	1
Pays Bassari	Dindéfelo	Dindéfelo	1
Total			20

Source : Auteurs, juillet 2025

Après son succès en Casamance, le tourisme rural intégré s'est développé dans le reste du Sénégal notamment dans le Delta du Saloum et en pays Bassari. Dans le Delta du Saloum, un seul campement villageois a été créé en 1980 dans le village de Palmarin (campement Séssène). C'est le même cas de figure en pays Bassari où on retrouve un seul campement villageois créé

³ Extrait de mon entretien avec un cuisinier du Club Med., le 25 décembre 2025 au Cap-Skiring.

⁴ Extrait de mon entretien avec un jeune du quartier de Haloudja dans le village de Diembéring, le 23 décembre 2025 à Diembéring.

⁵ Extrait de mon entretien avec les habitants (commerçants, artistes, guides professionnels) de la commune de Diembéring, du 15 au 25 décembre 2025.

en 1993 dans le village de Dindéfélo (Campement les cascades de Dindéfélo). Le tourisme rural intégré est aussi développé au Mali, Burkina Faso, Togo, Bénin et Costa Rica (J-P. Principaud, 2010). Aujourd'hui parmi les 20 campements villageois qui ont été créés au Sénégal, quatorze sont en activité (Affiniam, Baïla, Coubalan, Coubanao, Dindéfélo, Élinkine, Énampore, Finthiock, Kabadio, Kafountine, Oussouye, Palmarin, Saloulou, Séléki) et les six ne sont plus en activité (Abéné, Diannah, Dioher, Djifaghor, Niambalang, Thiock-Essyl).

1.2. Cadre théorique : tourisme communautaire, biens communs et ancrage institutionnel

Ces approches reposent sur un socle commun de principes : l'implication directe des communautés locales dans la conception, la gestion et la redistribution des retombées de l'activité touristique, la valorisation des patrimoines culturels et naturels, ainsi que la recherche d'un équilibre entre développement économique, cohésion sociale et préservation des ressources (P. Murphy, 1985 ; R. Scheyvens, 1999).

Dans la littérature internationale, le tourisme communautaire est généralement présenté comme un instrument de développement local visant à renforcer l'autonomie des communautés d'accueil, à limiter les fuites de revenus et à promouvoir des formes de gouvernance participative (H-J. Goodwin & R. Santilli, 2009). Toutefois, de nombreux travaux soulignent également les limites structurelles de ce modèle, notamment lorsque les capacités organisationnelles locales sont faibles, que les mécanismes de gouvernance sont fragiles ou que les cadres institutionnels demeurent insuffisamment structurés (K. Blackstock, 2005 ; R-E. Mitchell & D-G. Reid, 2001).

Ces constats rejoignent les analyses issues de la théorie des biens communs (*commons*), qui permettent d'éclairer les difficultés de gestion collective des ressources touristiques et patrimoniales. Selon Elinor Ostrom (1990), la durabilité d'un bien commun repose sur l'existence de règles claires, d'institutions locales légitimes, de mécanismes de contrôle et de sanctions, ainsi que sur une participation effective des usagers. En l'absence de ces conditions, les initiatives fondées sur la gestion collective peuvent être exposées à des phénomènes de conflits internes, de captation des ressources par certains acteurs ou de délitement progressif de la coopération communautaire.

Appliquée au tourisme rural intégré, cette grille de lecture met en évidence la fragilité potentielle des campements villageois lorsque les dispositifs institutionnels demeurent informels, peu transparents ou dépendants de logiques exogènes (financements extérieurs, projets ponctuels, ONG). Plusieurs études montrent ainsi que les projets de tourisme

communautaire échouent moins en raison de leur conception idéologique que de l'insuffisance de leur ancrage institutionnel (*institutional anchoring*) au sein des politiques publiques locales et nationales (B. Bramwell & B. Lane, 2011 ; D. Dredge & J-M. Jenkins, 2011).

La notion d'ancrage institutionnel renvoie à la capacité d'un dispositif touristique à s'inscrire durablement dans des cadres réglementaires, organisationnels et politiques stables, favorisant la coordination entre acteurs publics, privés et communautaires. Sans cet ancrage, les initiatives locales demeurent vulnérables aux changements politiques, aux crises sécuritaires, aux transformations économiques et à la concurrence du secteur privé formel. Dans ce contexte, le tourisme communautaire peut paradoxalement renforcer les inégalités locales ou engendrer des formes de désengagement progressif des populations initialement mobilisées (T. Cevat, 2000).

Ainsi, loin d'être un modèle intrinsèquement vertueux ou intrinsèquement défaillant, le tourisme rural intégré doit être appréhendé comme un dispositif socio-institutionnel dont la durabilité dépend étroitement des arrangements locaux de gouvernance, des rapports de pouvoir, des capacités organisationnelles et du degré de reconnaissance institutionnelle. Cette approche permet de dépasser une lecture strictement normative du tourisme communautaire pour en analyser les conditions concrètes de fonctionnement, de résilience ou de déclin.

C'est dans cette perspective que la présente recherche mobilise le cas du Sénégal afin d'interroger les écarts entre les ambitions initiales du tourisme rural intégré et ses trajectoires contemporaines, en mettant en dialogue les cadres théoriques du tourisme communautaire, des biens communs et de l'ancrage institutionnel avec les résultats empiriques issus des terrains étudiés.

1.3. Présentation des zones d'étude

Le Sénégal est reconnu au niveau sous régional et international en raison de sa position géographique exceptionnelle, son littoral sablonneux et sa richesse patrimoniale. Il s'inscrit dans un ensemble de terres basses, souvent sablonneuses, qui forment une transition entre le Sahara aride et les régions guinéennes humides et forestières (A. Seck, 2000 : 7). Cette morphologie géologique et sa situation géographique expliquent la richesse des sols, de la faune et de la flore, favorable au développement des ressources minières, aux activités agricoles et aux pratiques touristiques en Basse Casamance, dans le Delta du Saloum et en pays Bassari (Illu. 2).

Illustration 2 : Localisation des zones d'étude



Source : Google Earth 2023 ; réalisation : Auteurs, décembre 2024

Sur cette carte, on voit bien que ces trois lieux d'étude représentent les territoires les plus verdoyants du Sénégal en raison de leur pluviométrie abondante. Selon l'Agence Nationale de l'Aviation Civile et de la Météorologie (ANACIM, 2023), les villes de Ziguinchor (Basse Casamance), Fatick (Delta du Saloum) et Kédougou (pays Bassari) ont enregistré respectivement 1693.9 mm, 997.5 mm et 1116.4 mm de pluie en 2022 tandis que la pluviométrie moyenne nationale est de 479.6 mm. La Basse Casamance occupe une position privilégiée le long de la côte atlantique et du fleuve Casamance, et bénéficie d'une importante diversité culturelle. Cette position géographique lui confère des caractéristiques naturelles particulières qui s'expriment par un paysage diversifié, allant des plages de sable fin aux collines verdoyantes en passant par des mangroves luxuriantes, ce qui lui offre un cadre propice à la biodiversité et une attraction touristique relativement importante.

Classé au patrimoine mondial depuis 2011, le Delta du Saloum témoigne de manière remarquable de la synergie entre un milieu naturel et un mode de développement humain toujours présent bien que fragile (M-B. Ly et A. Gaye, 2023 : 55). Il forme un paysage culturel exceptionnel, caractérisé par les valeurs traditionnelles locales et la biodiversité naturelle. Carrefour des valeurs traditionnelles, le pays Bassari est quant à lui appréhendé comme un labyrinthe multiculturel et une réserve de biosphère, en raison de la richesse de ses ressources patrimoniales. Il est inscrit sur la Liste du patrimoine mondial depuis 2012, en tant que paysage culturel. La richesse de ces territoires en termes de paysages naturels et culturels justifie bien le choix des autorités publiques d'expérimenter le tourisme rural intégré.

1.4. Présentation de la méthodologie de recherche

La méthodologie de recherche repose sur une approche mixte, combinant une revue littéraire et une étude de terrain. De 2024 à 2025, nous avons réalisé des entretiens, des questionnaires et des observations participatives pour recueillir des données aussi bien quantitatives que qualitatives en Basse Casamance, dans le Delta du Saloum et en pays Bassari. L'enquête de terrain a consisté à interroger les populations locales et les touristes avec qui nous avons échangé à partir d'un questionnaire : 18 questions pour un échantillon de 100 personnes (Illu. 3). Nous avons également interrogé, à travers un guide d'entretien ouvert préétabli, des personnes ressources : 15 questions pour un échantillon de 45 personnes (Illu. 4). Les personnes interrogées en entretien comme en questionnaire ont été choisies en fonction de leur statut et du rôle important qu'elles jouent dans le développement du tourisme rural intégré. Les lieux d'études ont été choisis quant à eux, au nombre d'établissements d'hébergement touristique. Cette approche offre une perspective holistique pour comprendre les mécanismes d'exploitation des campements villageois ainsi que l'implication des parties prenantes dans leur gestion.

Illustration 3 : Récapitulatif des questionnaires effectués dans les lieux d'étude

Questionnaires	Lieux d'étude	Nombre
Habitants locaux	Basse Casamance	40
	Delta du Saloum	10
	Pays Bassari	10
Touristes	Basse Casamance	20
	Delta du Saloum	5
	Pays Bassari	15
Total		100

Source : Auteurs, juillet 2025

Illustration 4 : Récapitulatif des entretiens effectués dans les lieux d'études

Entretiens	Lieux d'étude	Nombre
Chefs de village	Basse Casamance	6
	Delta du Saloum	2
	Pays Bassari	2
Service régional du tourisme	Basse Casamance	1
	Delta du Saloum	1
	Pays Bassari	1
Présidents d'association de jeunes	Basse Casamance	6
	Delta du Saloum	1
	Pays Bassari	1
Gestionnaires de campement	Basse Casamance	6
	Delta du Saloum	2
	Pays Bassari	2
Guides touristiques	Basse Casamance	6
	Delta du Saloum	3
	Pays Bassari	4
Directeur d'office de tourisme	Basse Casamance	1
Total		45

Source : Auteurs, juillet 2025

En ce qui concerne la documentation, elle a porté sur la revue de documents (ouvrages, articles scientifiques, mémoires, rapports de projet, documents officiels et sites Internet) relatifs au tourisme rural intégré, à la gestion de la biodiversité et au développement durable. Cette documentation a permis de construire le corpus théorique, de dresser un portrait des lieux d'études et d'identifier les enjeux associés à ces espaces géographiques. Quant à l'observation participative, elle a permis d'apprécier l'implication des acteurs dans la gestion des campements touristiques, des ressources naturelles et des héritages culturels.

2. Résultats

Les résultats issus des enquêtes de terrain mettent en évidence des effets contrastés du tourisme rural intégré selon les territoires étudiés. L'analyse montre que si cette forme de tourisme a produit des impacts socioculturels, économiques et environnementaux significatifs, ces effets demeurent étroitement dépendants des modalités de gouvernance locale, du contexte institutionnel et des trajectoires historiques propres à chaque espace.

2.1. Impacts socioculturels : entre préservation, recomposition et banalisation

Les données recueillies révèlent que le tourisme rural intégré a initialement contribué à la valorisation des patrimoines culturels locaux, en favorisant les échanges interculturels entre touristes et populations d'accueil. Dans l'ensemble des territoires étudiés, les campements villageois apparaissent comme des espaces hybrides, à la fois lieux d'hébergement touristique et espaces communautaires ouverts aux habitants.

En Basse Casamance, les campements villageois ont permis de maintenir et de diffuser des formes architecturales traditionnelles, telles que les cases à impluvium ou les constructions en banco, qui ont par la suite inspiré des projets culturels et touristiques plus récents. De même, en pays Bassari, la reproduction des modèles architecturaux bédik, bassari ou coniagui au sein des campements participe à la reconnaissance et à la visibilité de cultures minoritaires longtemps marginalisées.

Cependant, l'analyse qualitative met également en évidence un processus de recomposition, voire de banalisation culturelle, lorsque certaines pratiques rituelles sont mobilisées à des fins essentiellement touristiques. La sortie fréquente de masques traditionnellement réservés à des événements sacrés illustre cette tension entre valorisation culturelle et folklorisation. Si ces pratiques renforcent l'attractivité touristique des territoires, elles interrogent néanmoins la durabilité symbolique des patrimoines immatériels.

Ainsi, le tourisme rural intégré agit simultanément comme un vecteur de sauvegarde culturelle et comme un facteur de transformation des usages sociaux, révélant une ambivalence structurelle du modèle communautaire.

2.2. Impacts économiques : redistribution locale et vulnérabilités persistantes

Sur le plan économique, les résultats montrent que le tourisme rural intégré a joué un rôle non négligeable dans la diversification des sources de revenus des populations locales. La répartition des bénéfices issue des campements villageois a permis, dans plusieurs cas, de financer des infrastructures collectives telles que des salles de classe, des cases de santé ou des foyers de jeunes.

Les données quantitatives indiquent que 85 % des ménages interrogés considèrent le tourisme rural intégré comme une activité très importante dans leur économie locale. En Basse Casamance, certains campements ont historiquement généré des bénéfices significatifs, permettant la création d'emplois directs et indirects et le soutien à des activités connexes (artisanat, pêche, maraîchage, élevage) (S. Bocoum, 2024).

Toutefois, cette dynamique économique demeure fragile et inégalement répartie. Dans le Delta du Saloum et en pays Bassari, les retombées économiques apparaissent plus limitées, en raison d'une fréquentation touristique moindre et d'un déficit de promotion. Par ailleurs, la dépendance à des financements extérieurs et à des projets ponctuels expose les campements villageois à des cycles d'expansion et de déclin, renforçant leur vulnérabilité économique.

Ces résultats montrent que le tourisme rural intégré constitue davantage un complément économique qu'un moteur de développement autonome, ce qui limite sa capacité à freiner durablement l'exode rural et le désengagement des jeunes.

2.3. Impacts environnementaux : un modèle à faible pression mais peu institutionnalisé

Les impacts environnementaux du tourisme rural intégré apparaissent globalement positifs, notamment en raison du faible volume de fréquentation touristique et de l'usage de matériaux locaux dans la construction des campements. Les observations de terrain montrent une relative prise de conscience des populations locales quant à la nécessité de préserver les paysages naturels, perçus comme des ressources touristiques à part entière.

Dans plusieurs campements, l'introduction de l'énergie solaire et la limitation des aménagements lourds contribuent à réduire l'empreinte écologique de l'activité touristique.

Toutefois, ces pratiques relèvent davantage d'initiatives ponctuelles que d'une stratégie environnementale structurée.

L'absence de normes environnementales clairement définies et de mécanismes de suivi limite la portée de ces efforts. Ainsi, si le tourisme rural intégré présente un potentiel écologique certain, celui-ci demeure peu institutionnalisé, ce qui fragilise sa contribution à la durabilité environnementale à long terme.

2.4. Contraintes structurelles : une fragilité multidimensionnelle du modèle

L'analyse des contraintes révèle que les difficultés rencontrées par le tourisme rural intégré relèvent de facteurs structurels interdépendants. La crise politico-sécuritaire en Casamance constitue un facteur majeur de déclin, ayant entraîné une chute brutale des flux touristiques et la fermeture de plusieurs campements.

Au-delà de ce contexte spécifique, l'ensemble des territoires étudiés souffre d'un déficit de cadre réglementaire encadrant les campements villageois. L'informalité juridique et organisationnelle favorise les conflits internes, les détournements de fonds et la perte de confiance des populations locales dans la gestion communautaire.

Le manque de professionnalisation des acteurs constitue également une contrainte majeure. L'insuffisance de formation en gestion touristique, en accueil et en marketing limite la capacité des campements à répondre aux attentes d'une clientèle de plus en plus exigeante, tout en renforçant la concurrence des structures privées mieux équipées.

Enfin, l'implication des populations locales tend à s'éroder, sous l'effet combiné de la faiblesse des revenus générés, du manque de transparence et des transformations sociales (mobilité, individualisation des trajectoires). Cette évolution remet en cause le socle même du modèle communautaire.

Illustration 5 Contraintes structurelles du tourisme rural intégré et effets sur la durabilité du modèle

Dimensions d'analyse	Résultats empiriques	Variations territoriales observées	Lecture analytique
Impacts socioculturels	Valorisation des architectures et pratiques culturelles locales ; intensification des échanges touristes/habitants ; appropriation communautaire initiale des campements	Effets plus marqués en Basse Casamance ; plus ponctuels dans le Delta du Saloum et en pays Bassari	Le TRI agit comme vecteur de reconnaissance culturelle mais tend à produire des processus de banalisation et de folklorisation en l'absence de régulation
Impacts économiques	Création d'emplois directs et indirects ; financement d'infrastructures collectives ; diversification limitée des activités locales	Retombées historiquement fortes en Casamance ; plus faibles et discontinues ailleurs	Le TRI constitue un complément économique plutôt qu'un moteur autonome de développement local

Dimensions d'analyse	Résultats empiriques	Variations territoriales observées	Lecture analytique
Impacts environnementaux	Faible pression sur les écosystèmes ; usage de matériaux locaux ; initiatives ponctuelles en énergies renouvelables	Meilleure intégration environnementale dans les zones enclavées	Potentiel écologique réel mais insuffisamment institutionnalisé
Contraintes politico-sécuritaires	Baisse des flux touristiques ; fermeture et abandon de campements	Spécifique et structurante en Basse Casamance	Le contexte géopolitique agit comme facteur exogène majeur de déstabilisation du modèle
Contraintes institutionnelles	Absence de cadre réglementaire ; gouvernance informelle ; conflits internes	Généralisées à l'ensemble des territoires	Fragilité de l'ancrage institutionnel du TRI
Contraintes organisationnelles	Manque de formation ; opacité de la gestion ; faible professionnalisation	Plus prononcées dans les campements communautaires	Limitation de la capacité d'adaptation face à la concurrence privée
Implication communautaire	Désengagement progressif des populations ; affaiblissement du volontarisme initial	Tendance observée dans l'ensemble des terrains	Érosion du socle collectif du modèle communautaire

Source : enquêtes de terrain, auteurs

2.5. Lecture transversale : un modèle sous tension entre idéal communautaire et réalités institutionnelles

Pris dans leur ensemble, les résultats montrent que le tourisme rural intégré ne peut être appréhendé ni comme un échec total ni comme un succès durable. Il s'agit d'un modèle sous tension, dont les performances dépendent étroitement des arrangements institutionnels, des capacités locales de gouvernance et du contexte territorial.

Cette lecture transversale met en évidence que les limites observées relèvent moins d'un rejet social du tourisme que d'une fragilité institutionnelle persistante, rejoignant ainsi les analyses théoriques sur les limites des dispositifs de tourisme communautaire en contexte de faiblesse des institutions locales.

3. Discussions

Les résultats montrent que le tourisme rural intégré conserve une pertinence sociale et symbolique indéniable dans les territoires étudiés. Il demeure l'une des rares formes de tourisme permettant une implication directe des populations locales, une redistribution locale des revenus et une valorisation des patrimoines culturels et naturels. En ce sens, il continue de répondre aux principes fondamentaux du tourisme communautaire, tels que définis dans la littérature.

Cependant, cette pertinence ne se traduit plus systématiquement par une dynamique de développement local durable. Les impacts économiques observés, bien que réels, restent limités, discontinus et fortement dépendants de facteurs exogènes (flux touristiques, financements extérieurs, projets de coopération). Le tourisme rural intégré apparaît ainsi

davantage comme un complément économique fragile que comme un moteur structurant du développement territorial.

Cette situation révèle un décalage entre l'idéologie fondatrice du modèle et ses capacités opérationnelles actuelles. Le tourisme rural intégré demeure pertinent sur le plan des valeurs et des intentions, mais son efficacité comme levier de développement local est aujourd'hui conditionnée par des facteurs institutionnels et organisationnels insuffisamment maîtrisés.

L'analyse comparative des territoires étudiés met en évidence que les trajectoires contrastées du tourisme rural intégré s'expliquent principalement par des différences d'ancrage institutionnel. En Basse Casamance, la crise politico-sécuritaire a constitué un facteur exogène majeur de déstabilisation, entraînant une chute durable des flux touristiques et la fermeture de plusieurs campements villageois. Toutefois, cette crise n'explique pas à elle seule les difficultés persistantes du modèle.

Dans l'ensemble des territoires, l'absence d'un cadre réglementaire clair, l'informalité des modes de gouvernance et la faiblesse de l'encadrement public apparaissent comme des facteurs structurels de fragilisation. Le tourisme rural intégré évolue dans un entre-deux institutionnel : reconnu symboliquement par les pouvoirs publics, mais insuffisamment intégré aux politiques touristiques nationales et locales.

À l'inverse, les rares situations de résilience observées sont associées à une meilleure structuration organisationnelle, à l'appui d'acteurs institutionnels ou à des dispositifs de financement accompagnés de mécanismes de suivi. Ces éléments confirment que la durabilité du tourisme rural intégré dépend moins de l'adhésion sociale que de sa capacité à s'inscrire durablement dans des dispositifs institutionnels stables et cohérents.

Les résultats suggèrent que le modèle communautaire du tourisme rural intégré présente des fragilités structurelles, notamment en matière de gouvernance collective. Le fonctionnement des campements villageois repose largement sur le volontarisme, la solidarité et la confiance communautaire, des ressources sociales qui tendent à s'éroder sous l'effet des transformations sociales contemporaines.

Le manque de professionnalisation, l'opacité dans la gestion financière et l'absence de mécanismes de reddition des comptes favorisent les conflits internes et le désengagement progressif des populations locales. Cette situation rejoint les analyses sur la gestion des biens communs, qui montrent que l'absence de règles claires et d'institutions locales fortes compromet la durabilité des dispositifs collectifs.

Par ailleurs, la concurrence accrue des campements privés, mieux équipés et mieux promus, accentue les déséquilibres économiques et met en évidence les limites d'un modèle communautaire peu outillé pour affronter un marché touristique de plus en plus concurrentiel. Le tourisme rural intégré apparaît ainsi comme un modèle normativement attractif, mais structurellement vulnérable en l'absence de réformes organisationnelles et institutionnelles profondes.

Conclusion

Cette recherche a analysé le tourisme rural intégré au Sénégal en tant qu'expérience communautaire et solidaire, en mettant en lumière ses impacts, ses contraintes et ses perspectives dans un contexte de profondes mutations sociales, politiques et économiques. Les résultats montrent que, malgré ses fondements vertueux, le tourisme rural intégré peine à assurer sa pérennité et son renouvellement.

L'étude révèle que les difficultés rencontrées relèvent moins d'un rejet du modèle par les populations locales que d'une fragilité institutionnelle persistante, marquée par l'absence de cadre réglementaire, le déficit de professionnalisation et la faiblesse des mécanismes de gouvernance collective. Si le tourisme rural intégré a permis, à certaines périodes et dans certains territoires, d'améliorer les conditions de vie des communautés locales, il ne constitue plus aujourd'hui un levier de développement local autonome et durable.

Dans cette perspective, la relance du tourisme rural intégré suppose une reconfiguration du modèle, fondée sur un renforcement de l'ancrage institutionnel, une clarification des règles de gestion, une professionnalisation des acteurs et une meilleure articulation avec les politiques publiques du tourisme et du développement territorial. L'enjeu n'est pas d'abandonner le modèle communautaire, mais de le doter des outils nécessaires à sa durabilité dans un environnement touristique en mutation.

Enfin, cette recherche ouvre des perspectives pour de futurs travaux, notamment sur les conditions de gouvernance des dispositifs touristiques communautaires en Afrique de l'Ouest, les formes hybrides associant acteurs communautaires et privés, ainsi que les mécanismes permettant de concilier solidarité locale et compétitivité touristique.

Références bibliographie

AMIROU Rachid, 1995, *Imaginaire touristique et sociabilité du voyage*, Paris, PUF, coll. « Le sociologue », 281 p.

ANACIM, 2023, *Bulletin Agrométéorologique*, Dakar, Groupe de Travail Pluridisciplinaire, 5 p.

BOCOUM Sadou, 2024, « Tourisme rural intégré, facteur de résilience des territoires enclavés : étude du campement villageois dans la localité d’Affiniam (Basse Casamance/Sénégal) », *Sciences Eaux & Territoires*, n° 46, p.1-7, <https://doi.org/10.20870/Revue-SET.2024.46.8222>.

BLACKSTOCK Kirsty, 2005, « A critical look at community-based tourism. Community », *Development Journal*, vol. 40, n°1, p.39-49.

BRAMWELL Bill et LANE Bernard, 2011, « Critical research on the governance of tourism and sustainability », *Journal of Sustainable Tourism*, vol. 19, n°4-5, p.411–421.

CAZES Georges, 1989, *Les Nouvelles Colonies de vacances ? Le tourisme international à la conquête du Tiers monde*, Paris, L’Harmattan, 336 p.

CEVAT Tosun, 2000, « Limits to community participation in the tourism development process in developing countries », *Tourism Management*, vol. 21, n°6, p.613-633.

DIOMBERA Mamadou, 2023, « Le tourisme rural intégré en Basse Casamance au Sénégal : une expérience en crise ? », *CETRI*, p.1-20, <https://www.cetri.be/Le-tourisme-rural-integre-en-Basse>.

DREDGE Dianne et JENKINS John-Michael, 2011, *Stories of Practice: Tourism Policy and Planning*, ASHGATE e-BOOK, 402 p.

ÉQUIPE MIT, 1997, « Une approche géographique du tourisme », *L’Espace géographique*, vol.26, n°3, p.193-204.

FAGNONI Édith, 2013, « La dialectique patrimoine/modernité, support de la ressource territoriale », *Bulletin de l’Association de Géographes Français*, vol. 2, n°90, p.117-126, DOI : <https://doi.org/10.4000/bagf.2267>

GAYE Aliou, 2020, *Tourisme et patrimoine culturel : valorisations, enjeux et stratégies de développement local à l’île de Gorée et en pays Bassari (Sénégal)*, thèse de doctorat en géographie, soutenue à l’Université Lumière Lyon 2, 609 p.

GOODWIN Harold John et SANTILLI Rosa, 2009, *Community-Based Tourism: a success? Community-Based Tourism : a success ?* GTZ, Responsible tourism, 37 p.

LY Mouhamadou Bamba et GAYE Aliou, 2023, « Mise en réseau des parties prenantes à la gestion des sites classés au patrimoine mondial et attractivité touristique Une étude exploratoire au Sénégal », *Revue Internationale des Sciences Économiques et Sociales*, n°4, p.47-63.

MANE Mame Astou, 2001, *Tourisme rural intégré : un exemple de projet de développement communautaire en Basse-Casamance*, Mémoire de DEA, Dakar : université Cheikh Anta Diop, département de géographie, 125 p.

MITCHELL Ross E. et REID Donald G., 2001, « Community Integration: Island Tourism in Peru », *Annals of Tourism Research*, vol. 28, n°1, p.113-139.

MURPHY Peter, 1985, *Tourism: a community approach*, London, Methuen, 200 p.

OSTROM Elinor, 1990, *GOVERNING THE COMMONS: The Evolution of Institutions for Collective Action*, Cambridge: Cambridge University Press, 280 p.

OUELLET Annie, 2024, « Tourisme rural intégré en Basse-Casamance (Sénégal). Survie d'un projet de développement touristique communautaire en contexte de crise(s) ? », *Belgeo*, DOI : <https://doi.org/10.4000/127hj>.

PRINCIPAUD Jean-Philippe, 2010, « De la difficulté de développer le tourisme solidaire en Afrique subsaharienne. L'exemple (déjà ancien) du "tourisme rural intégré" en Basse-Casamance », *Téoros*, n°1, p. 90-99, DOI : [10.7202/1024759ar](https://doi.org/10.7202/1024759ar).

SACAREAU Isabelle, TAUNAY Benjamin et PEYVEL Emmanuelle (dir.), 2015, *La mondialisation du tourisme : les nouvelles frontières d'une pratique*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 264 p.

SAGLIO Christian, 1985, « Un autre tourisme – Sénégal : tourisme rural intégré en Basse-Casamance », *Revue Espaces*, n°76, p.29-32.

SAGLIO Christian, 1979, « Tourisme à la découverte : un projet au Sénégal, en Basse-Casamance », in KADT (de) E. (dir.), *Tourisme, passeport pour le développement ?*, Paris, Economica, p.316-330.

SCHEYVENS Regina, 1999, « Ecotourism and the empowerment of local communities », *Tourism Management*, n°20, p.245–249.

SECK Assane, 2000, Préface in *Atlas du Sénégal*, Paris, Les Éditions Jeune Afrique, coll. « Les Atlas de l'Afrique », 84 p.